

la situation au Vietnam, comme le font voir les preuves dont dispose la Commission internationale, continue d'être caractérisée, et de plus en plus, par une intervention hostile du Nord dans le Sud-Vietnam, pour répondre à laquelle le Sud-Vietnam et ses alliés se sont jugés contraints de mener une action de représailles.

Ces éléments fondamentaux de la situation doivent entrer en ligne de compte et être soulignés nettement si l'on veut que soit clairement compris et que soit réglé le problème de l'agression indirecte qui, au Sud-Vietnam, prend la forme d'un appui apporté à une "guerre de libération".

Le Gouvernement canadien est d'avis que l'agression, indirecte comme directe, ne saurait être tolérée. Non seulement doit-elle être mise hors la loi par la Communauté internationale, mais il faut lui faire échec et montrer qu'elle n'est pas profitable. D'autre part, le Gouvernement canadien juge que la continuation des hostilités entraîne le risque d'une escalade et d'un engagement plus prononcés.

Aussi le Gouvernement canadien a-t-il plusieurs fois lancé des appels à la modération au milieu de la tension et du danger qui croissent. Il a adressé ces appels à tous les intéressés, et il espère que toutes les autres puissances concernées d'une façon spéciale par la situation et entretenant des relations particulières avec l'une ou l'autre des parties qui prennent part directement au conflit s'efforceront d'user de leur influence dans le même sens.

Le Gouvernement canadien ne croit pas possible une solution exclusivement militaire du problème vietnamien. Les